

d'art ont dépensé moins de la moitié de leur budget (48 %) au chapitre des traitements et salaires. L'un des facteurs les plus importants dans la détermination des sources de revenu d'un établissement est l'autorité de laquelle il relève. Les établissements publics représentaient 35 % des établissements du patrimoine couverts par l'Enquête, ils constituaient une part de 75 % de l'ensemble des recettes d'exploitation et recevaient plus de 77 % des recettes totales non gagnées, principalement des crédits budgétaires provenant des différents niveaux d'administration publique.

Les recettes d'exploitation totales des établissements du patrimoine en 1985-1986 (à l'exception des parcs) ont atteint plus de 462,1 millions de dollars, ce qui représente une augmentation inférieure à 1 % par rapport à 1984-1985. Les fonds gouvernementaux versés sous la forme de subventions ou de crédits budgétaires directs ont représenté approximativement les trois quarts des recettes d'exploitation totales, s'élevant à 342,1 millions de dollars. En tenant compte de l'inflation, le financement provenant des provinces a augmenté de 3 %, alors que les fonds fédéraux ont diminué de 2 %. Les autres crédits en provenance des gouvernements, pour la plupart locaux, sont demeurés au même niveau. Les recettes gagnées se sont élevées à 85,5 millions de dollars, ce qui représente près de 20 % de l'ensemble des recettes d'exploitation. Le reste des recettes d'exploitation provenait d'autres sources de financement telles que les budgets des établissements ou des sociétés et les dons faits par des particuliers ou des sociétés.

Le nombre de visiteurs qui se sont présentés à ces établissements a été assez stable au cours des dernières années, 53,4 millions de visites ayant été déclarées partout au Canada en 1985-1986.

Le travail volontaire joue un rôle de premier plan dans le secteur du patrimoine. En 1985-1986, plus de 26 000 volontaires ont offert temps et services à des établissements du patrimoine (à l'exception des parcs naturels), ce qui représente une augmentation de 13 % par rapport à 1984-1985. Le travail à temps partiel ou saisonnier occupe également une place importante. Alors que l'on comptait environ 8 000 employés à temps plein, plus de 11 000 personnes travaillaient à temps partiel ou de façon saisonnière dans les musées, les sites historiques, les archives et dans les autres établissements du patrimoine. Plus de la moitié de ces établissements ont signalé n'avoir aucun employé à temps plein.

15.6 Livres

15.6.1 Édition

Les ventes estimatives des éditeurs et des agents exclusifs ont atteint 862,6 millions de dollars en 1986-1987, dont 446,5 millions de dollars représentaient des importations. Les ventes de titres publiés directement par les éditeurs de livres au Canada ont augmenté de 9 % entre 1985-1986 et 1986-1987. Au cours de la même période, les ventes des agents exclusifs de livres importés se sont accrues d'un pourcentage comparable.

Des renseignements recueillis auprès de 266 éditeurs montrent que les entreprises de langue française présentaient des ventes totales de l'ordre de 86 millions de dollars, tandis que les ventes des éditeurs de langue anglaise atteignaient 330 millions de dollars. De ce dernier chiffre, 51 % était attribuable à des éditeurs sous contrôle étranger. Ces entreprises détenaient près de 63 % des ventes du marché de langue anglaise. Dans le cas des éditeurs de langue française, le secteur sous contrôle étranger représentait 18 % des ventes totales.

Les activités des maisons d'édition canadiennes visent trois principaux marchés : les manuels scolaires, les publications commerciales et les publications à caractère informatif, y compris les ouvrages professionnels, ainsi que les documents techniques et les ouvrages de référence. Dans l'ensemble, le marché des manuels scolaires est le plus important, représentant une part de 40 % des ventes de livres publiés au Canada. Cette prédominance est plus prononcée dans le cas des éditeurs de langue française : les manuels scolaires représentent 63 % de leurs ventes, alors que les publications commerciales équivalent à 30 % du marché et que la part des livres à caractère informatif n'en représente que 6 %. Sur le marché des livres de langue anglaise, les parts détenues par ces trois genres de publications sont plus uniformément réparties : les manuels scolaires représentent 35 % du marché, les publications commerciales, 28 %, et les publications à caractère informatif, 37 % du total de 330 millions de dollars enregistré au chapitre des ventes de livres publiés au Canada.

Les publications commerciales détiennent une part de 42 % des ventes de livres importés par les éditeurs et plus de 60 % des ventes d'imprimés importés par des agents exclusifs. Pour les éditeurs et les agents exploitant une entreprise au Canada, ces ventes totalisent respectivement 309 millions de dollars et 137 millions de dollars.

Les éditeurs établis au Canada ont publié plus de 5 600 nouveaux titres en 1986-1987 et ils ont réimprimé près de 4 500 titres existants. Les